

TRIBUNE LE MONDE

Il est indéniable que la situation des femmes a connu des améliorations sensibles au cours de ces dernières décennies, qui se traduisent par la remise en question de nombreux verrous interdisant, il y a quelques années encore, responsabilités élevées et parcours de premier plan aux prétendantes féminines.

La bataille de l'égalité et du respect, pourtant, est encore loin d'être gagnée, si l'on en juge par nombre de comportements sociaux hérités de traditions archaïques dont certains se révèlent, à l'occasion, singulièrement nostalgiques. Que des postures sexistes persistent ici et là n'est certes pas souhaitable, bien qu'il soit compréhensible que l'évolution d'une société se fasse de manière graduelle. Que de telles postures se manifestent de manière spectaculaire au plus haut niveau des sphères politiques est, en revanche, tout à fait inacceptable.

Les faits sont, en soi, déjà tout à fait accablants. En tant que citoyenne, en tant qu'universitaire et surtout en tant que femme, j'ai en effet été foncièrement révoltée par les traitements odieux infligés à l'Assemblée nationale, de manière successive, à Cecile Duflot, Véronique Massonneau et Sandrine Mazetier, les méthodes choisies pour les prendre à partie mobilisant quolibets vestimentaires, gloussements gallinacés d'une grossièreté affligeante et négation du statut de femme sous des prétextes grammaticaux spécieux. Mon indignation s'est ensuite considérablement accrue lorsque j'ai pris connaissance de l'existence d'une pétition de soutien au député féru de précision grammaticale, initiée par Henri Guaino et François Fillon, et signée par 142 députés, hommes et femmes confondus. En clair, ce document affichait un soutien sans réserve aux attitudes sus-évoquées, et il n'était dès lors plus question pour moi de garder un silence complaisant, voire complice, face à de telles attitudes. L'idée d'une contre-pétition dressant 142 femmes universitaires face aux 142 députés cautionnant ces dérives sexistes était née, concrétisée par le prompt ralliement de dizaines de femmes énergiques et déterminées, qui ont tenu à apporter toute la légitimité de leur stature universitaire à ce manifeste. Les fonctions des signataires, tout en faisant de ces dernières les dépositaires d'un savoir académique solide et indiscutable, leur assurent également un profil résolument tourné vers l'évolution et le progrès, et leur confère de la sorte une assise extrêmement fiable qui apporte du crédit à cette démarche.

Cette contre-pétition se veut rigoureusement apolitique, et c'est dans le fait qu'une ligne rouge a manifestement été franchie qu'il faut chercher l'origine de l'extrême pluralité des dites signataires, issues de toutes les disciplines universitaires, de toutes les régions de France, dont certaines sont coutumières des combats féministes, dont d'autres s'expriment sur ce thème pour la première fois, et qui toutes se rassemblent dans un même grand élan de citoyenneté et de fraternité, afin d'opposer un refus ferme aux dérives sexistes éventuelles. Il importe que de telles conduites soient publiquement dénoncées et

définitivement bannies de l'hémicycle, ne serait-ce que pour prévenir la contagion malsaine que cet exemple venu d'en haut pourrait induire au sein de la société française, qui mérite des modèles plus édifiants de la part de ses élites, notamment en direction des plus jeunes.

Les manques de respect à l'égard des femmes ne sauraient être tenus pour dérapages anodins ou bévues sans conséquence, et il faut espérer que la présente démarche, à laquelle ont tenu à s'associer spontanément nombre de collègues masculins, aura servi de révélateur en attirant l'attention de chacun sur un problème qu'il convient de traiter avant qu'il ne prenne de l'ampleur.

Que chacun puisse œuvrer, travailler, s'exprimer, s'épanouir dans un environnement convivial et respectueux, tel est notre souhait et, forts de ces principes de bonne conduite, il faut appeler au calme et à l'apaisement, auquel chacun aspire pour lui-même et pour tous.

Florence SORIANO-GAFIUK